

kaléidoscope



Agence Française de Développement
Appui à la Gestion des Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX

- Economie de la drogue
- Bio-énergie

GEOGRAPHIES

- Sahel
- Asie du Sud et de l'Est

ORGANISATIONS

- ONUDI
- CAD

DEBATS SUR L'AIDE ■ Bridging Research and Policy in Development ■ La France et l'aide publique au développement ■ Aid and Development: will it work this time?

A NE PAS MANQUER ■ Stability with growth: macroeconomics, liberalization and development ■ Colonisation and Development in the Former French West Africa: the long-term Impact of the Colonial Public Policy ■ Faut-il toujours résoudre ses litiges par voie d'arbitrage ?

Editorial

3ème Conférence internationale sur la conscience énergétique et l'innovation

Sophia Antipolis (France) ■ 12 - 13 octobre 2006

Organisatrice de cette réunion, l'association Eden est une plateforme entrepreneuriale d'innovation dans l'énergie.

Sa mission est de développer un écosystème de l'innovation dans l'énergie en Europe. Elle s'attache pour cela à :

- susciter une conscience énergétique européenne auprès des citoyens et des entreprises ;
- favoriser la création et le développement des jeunes entreprises innovantes de l'énergie.

Environ 180 personnes représentant les mondes de la recherche, de l'entreprise, politique, financier, institutionnel et de la société civile pourront réfléchir, échanger et agir sur le thème de la conscience énergétique et de l'innovation pour être le relais des actions et projets qui seront présentés et élaborés lors de cette manifestation.

La première journée, des intervenants apporteront leurs éclairages sur différents aspects liés à la conscience énergétique et à l'innovation dans l'énergie en France, en Suisse et aux Etats-Unis. Ensuite, dix ateliers organisés en parallèle tenteront d'apporter des réponses aux questions fondamentales suivantes :

Sociologie et économie de l'énergie

- Productivité du facteur énergie dans les économies contemporaines : Europe, Amérique du Nord.
- Perception de l'énergie par les citoyens consommateurs : vers une

modification durable des comportements.

Technologies de l'information et énergie

- TICs, mobilité et conscience énergétique : vers de nouveaux services et usages ?
- La technologie peut-elle changer les comportements ?

Entrepreneuriat et innovation dans l'énergie

- Le financement de l'innovation dans l'énergie.
- Les modèles économiques des entreprises innovantes dans la mobilité.

Vers une conscience énergétique citoyenne et territoriale

- Blue initiative : accélérateur d'innovation sociétale dans l'énergie ?

La dernière journée sera consacrée à la problématique de la conscience énergétique appliquée au transport et à la mobilité. Des expériences réussies ainsi que de nouveaux concepts innovants seront présentés.

Les objectifs de cette réunion sont de rappeler les grands enjeux de société associés à l'énergie ; présenter et discuter les premiers résultats obtenus par Eden en 2004-2006 ; identifier et discuter sur les actions à mener en 2007 dans le cadre des 3 axes d'expertise d'Eden ; échanger sur les bonnes pratiques de l'innovation dans le domaine de l'énergie, et enfin créer des opportunités de partenariat engagé entre les participants.

Défis mondiaux

Economie de la drogue

L'ouvrage

La criminalité transnationale organisée dans la région de l'Afrique de l'Ouest

Office contre la drogue et le crime, 2006, 42 p. - Cote F6.004

Afin de bien mettre en évidence la problématique, cette étude dresse un panorama du phénomène et de son évolution dans cinq pays de la région (la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria, le Sénégal et la Sierra Leone) pour donner une idée à la fois de son ampleur et de la diversité des activités illicites qui sont pratiquées. Celles-ci incluent notamment le trafic de drogues, l'escroquerie par demande d'avance de fonds et la fraude sur l'internet, la traite des personnes, la contrebande de diamants, la contrefaçon, la contrebande de cigarettes, la fabrication illégale d'armes à feu, le trafic d'armes à feu, le vol à main armée et le vol et la contrebande de pétrole. L'étude retrace le développement historique du crime organisé en examinant le contexte socio-économique et politique élargi, qui a rendu la région particulièrement vulnérable. Elle explique le mode de fonctionnement spécifique des groupes criminels d'Afrique de l'Ouest, en mettant en évidence leurs structures très lâches et les réseaux qu'ils constituent. Un examen détaillé est fait des différents types d'activités auxquelles se livrent les groupes criminels. Enfin, elle met en évidence l'impact du crime organisé sur les citoyens de la région ainsi que sur les institutions publiques.

Le rapport web

Production de drogue et stabilité des Etats

Chouvy, P.-A. ; Laniel, L., 2006, 60 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°19974

Ce rapport, qui fait suite à un séminaire organisé par le CERI en octobre 2005 sur le thème « Production de drogue et stabilité des Etats », dresse un panorama de la question, à l'échelle mondiale, tout en portant un regard analytique sur les mesures promues par la communauté

internationale, en matière de lutte contre la drogue. Après avoir posé la problématique de la production de drogue et de la stabilité des Etats, le rapport examine le rôle que l'opium joue dans les transitions des économies de guerre aux économies de paix en Asie. La partie suivante, consacrée à l'économie du cannabis dans le continent africain, traite de la question, très mal connue, du recours à l'économie du cannabis en Afrique subsaharienne où crises économiques et politiques ont favorisé le développement des cultures de cannabis pour pallier les échecs du développement économique et la fragilité des stabilités politiques. La partie suivante analyse les différentes mobilisations politiques auxquelles la défense de la coca, cible de l'éradication dans le cadre d'une « guerre à la drogue » d'inspiration américaine, a pu donner lieu dans les trois pays andins qui en sont les principaux producteurs mondiaux : Bolivie, Colombie et Pérou. Le rapport conclut par une réflexion sur les relations entre production de drogue et stabilité des Etats.

L'article

L'économie des narco-dollars

Salama, P., 2006, 13 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°19821

L'évaluation des drogues produites et consommées s'effectue en information imparfaite. L'observateur n'a pas de données fiables, le producteur, le trafiquant, le consommateur ignorent également, à des degrés divers, les données macroéconomiques du marché. L'utilisation des probabilités est difficile, seules des fourchettes de prix, de production, peuvent avoir un degré de crédibilité satisfaisant. L'approche probablement la plus crédible consiste à croiser des informations et des évaluations obtenues en amont (la production et la transformation) et en aval (la consommation). C'est celle qui est ici privilégiée. L'objet de ce papier est, dans une première partie, d'esquisser les problèmes soulevés par une évaluation de la production - commercialisation des produits illicites « naturels », et dans une seconde partie, d'analyser les effets possibles du rapatriement des narco-dollars sur les modes de production des économies semi-industrialisées.

Défis mondiaux

Bio-énergie

L'ouvrage

Les biocarburants : état des lieux, perspectives et enjeux du développement

Ballerini, D. ; Alazard-Toux, N., 2006, 348 p. - Cote N2.041

Dans un contexte de prix élevé du pétrole, le développement de technologies et de systèmes énergétiques durables pour le secteur des transports devient une priorité. Ceci afin de diminuer la dépendance au pétrole de nos sociétés et de réduire la pollution de notre environnement, en particulier les rejets de gaz à effet de serre. Cet ouvrage présente les enjeux du développement des biocarburants et dresse un état exhaustif de leur production et de leur consommation dans le monde, en précisant notamment la disponibilité des ressources végétales utiles à leur fabrication. Il décrit les filières de production et, pour chacune d'elle, détaille les technologies utilisées, les aspects économiques et environnementaux des processus et les caractéristiques des produits élaborés. Tourné vers l'avenir, il s'attache aussi à la présentation des nouvelles filières en développement qui utilisent la biomasse lignocellulosique (résidus agricoles et forestiers, sous-produits de transformation du bois, cultures dédiées) comme matière première.

Le rapport web

Biofuels for transportation: global potential and implications for sustainable agriculture and energy in the 21st century

WORLDWATCH INSTITUTE, 2006, 38 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°19661

Selon ce rapport, les PED situés en zones tropicales bénéficieront d'un avantage économique considérable sur leurs voisins du nord dans la production des biocarburants. Le secteur des transports, dont les besoins énergétiques dépendent actuellement à plus de 96 % des sous-produits du pétrole, pourrait voir les éthanol et biodiesels à base de canne à sucre et d'huile de palme s'approprier une

L'AGENDA

- 9-13 octobre 2006 - Première réunion plénière du GAFI-XVIII, Vancouver, Canada
- 10-12 octobre 2006 - Salon et conférence sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique - IEMA, Energy Institute, Londres, Royaume-Uni
- 17 octobre 2006 - Journée mondiale de la lutte contre la pauvreté
- 26-29 octobre 2006 - PVlech - Salon et conférence international sur l'industrie photovoltaïque, ENE, Milan, Italie

importante part du marché mondial des carburants. Avec le prix du baril de pétrole dépassant les 50 \$ depuis 2005, l'éthanol à base de canne à sucre et le biodiesel produit à partir d'huile de palme sont devenus très compétitifs par rapport à l'essence et le diesel. Cette nouvelle situation pourrait permettre à plusieurs PED de faire une entrée marquée sur le marché mondial des carburants liquides. Enfin, le rapport souligne l'importance de renforcer le marché international, de diminuer les barrières tarifaires pour favoriser l'échange, de développer les nouvelles technologies, d'améliorer les normes environnementales.

L'article

L'Afrique veut carbuier à l'éthanol : une nouvelle énergie au service d'une alternative biologique

Article Internet, 2006, 3 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°19660

Ces derniers temps fleurissent en Afrique de nombreuses initiatives pour se doter du carburant bioéthanol, une alternative énergétique de taille face à l'augmentation des prix du pétrole. La construction de la première usine de bioéthanol à base de maïs a débuté dans la ville de Bothaville, au centre de l'Afrique du Sud. Cette initiative prometteuse doit apporter 10 000 emplois à la région, d'ici à la fin des travaux, prévue pour la fin de l'année 2007. Objectif : produire jusqu'à 60 000 litres par jour. Le premier hectolitre est prévu entre mai et juillet 2007. D'autres pays africains, comme le Sénégal ou l'Ile Maurice, ont également émis le souhait de produire ce carburant. Dans les pays ouest-africains, c'est la mélasse qui est au centre du procédé pour la fabrication du carburant. Ainsi la construction de la première usine sénégalaise de bioéthanol a également débuté.

Géographies

Sahel

L'ouvrage

L'extrême pauvreté au Niger : mendier ou mourir ?

Gilliard, P., 2005, 284 p. - Cote PNE.009

En Afrique subsaharienne, le Niger est l'un des pays où la question de la pauvreté se pose avec le plus d'acuité. Pendant les vingt dernières années, la situation est devenue très difficile pour les segments les plus fragiles des sociétés rurales et urbaines. On a assisté au déploiement d'un ensemble d'activités de survie, comme la croissance de l'économie informelle et, plus récemment, des migrations vers les villes. Beaucoup d'études sur la pauvreté en Afrique ont été faites qui soulignent la dimension catastrophique du phénomène, mais la question de la pauvreté reste particulièrement peu abordée au-delà des chiffres. L'approche adoptée dans cet ouvrage est une vision par le « bas », au service d'un modèle de lutte contre la pauvreté défini à partir des logiques d'acteurs.

Le rapport web

Un projet d'électrification rurale en Mauritanie

GRET, 2005, 150 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°19713

Entre 1995 et 2000, le Gret a conçu et mis en œuvre un projet d'électrification décentralisée en Mauritanie, le projet « Alizés Électrique ». Cette expérience d'électrification décentralisée, nouvelle pour la Mauritanie, paraissait prometteuse, mais une succession d'aléas institutionnels a empêché la poursuite des actions de terrain après seulement deux ans d'intervention. L'effondrement du dispositif a été progressif au fur et à mesure de pannes qui s'accumulaient sans que les responsables locaux arrivent à y faire face, faute d'un dispositif de maintenance qui n'avait pu être mis en place par manque de temps. Pour comprendre les causes de cet échec, les auteurs reviennent sur le déroulement historique du projet et s'interrogent sur les choix techniques et institutionnels qui ont été faits.

L'accent est mis ici sur la démarche d'expérimentation, les dispositifs institutionnels et les modalités de mise en œuvre de l'action, questions qui sont au cœur des débats sur les limites de l'aide par projet et la façon d'utiliser l'outil « projet » dans une perspective de construction institutionnelle.

L'article

L'Afrique à voix multiples : le Sahel entre crises et dynamismes

Villalon, L., Horizons maghrébins, 2005, n° 53, pp. 12-89

Ce numéro comporte un dossier qui rassemble les contributions de spécialistes de l'Afrique sahélienne de différentes disciplines. Ces textes présentent des analyses basées directement ou indirectement sur des enquêtes de terrain. Un politologue traite des différentes approches des transmissions démocratiques des années quatre vingt-dix. Un politique nigérien se penche sur des aspects fondamentaux de la sociologie politique et électorale des pays sahéliens en mettant au centre de sa réflexion la crise de légitimité politique dans une société en transition vers la modernité politique et institutionnelle. Un historien s'attaque à un sujet de brûlante actualité : la jeunesse africaine, thématique devenue centrale du fait du retournement des sociétés africaines sur elles-mêmes, et du fait du poids démographique de la jeunesse et de son hyper-réactivité à la crise que vit cette partie du monde. Un article présente le sujet des transmigrants venus du sud du Sahara, qui, en cherchant à s'introduire en Europe, deviennent clandestins au Maroc. Est abordée la question des solidarités Nord-Sud en ce qui concerne les problèmes soulevés par le transfert des connaissances et leur application dans des contextes différents et diversifiés. Enfin, une socio-économiste utilise l'approche genre dans son analyse comparative des rôles et des stratégies des femmes dans les associations à vocation économique au Burkina Faso et au Sénégal.

Géographies

Asie du Sud et de l'Est

L'ouvrage

Intégrations régionales en Asie orientale

TAILLARD, C., 2004, 495 p. - Cote ZSE.045

L'Asie orientale occupe désormais une place considérable dans la régionalisation du système-monde. Sa construction régionale s'appuie sur l'efficacité géographique de réseaux hérités et de plus en plus diversifiés. Ses potentialités et ses limites sont envisagées d'abord à l'échelle de l'ensemble, structuré autour d'un axe maritime méridien. Elles sont ensuite étudiées à l'échelle de sous-ensembles, maritimes et continentaux, où les coopérations transfrontalières deviennent de plus en plus transnationales, selon des configurations souples et évolutives. L'émergence des nouveaux pays industrialisés et leur interconnexion accélérée dans le système-monde ont bouleversé la géographie du monde actuel. Dans une zone a priori très hétérogène et traversée par de sévères tensions, des acteurs communs, des solidarités mutuelles, des héritages territoriaux et des dynamiques spatiales convergentes ont tissé de nouvelles organisations régionales.

Le rapport web

Rapport régional sur l'Asie du Sud et de l'Est

UNESCO, 2005, 45 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°19775

De plus en plus d'enfants sont scolarisés dans les pays de l'Asie du Sud et de l'Est, mais un grand nombre d'entre eux abandonnent l'école avant la fin du cycle primaire et c'est dans cette région que l'on trouve encore la plus grande partie des enfants non scolarisés du monde. Le rapport indique 46 millions d'enfants non scolarisés, 33 millions d'étudiants dans l'enseignement supérieur dans la région, dont 61 % d'hommes. La Chine compte à elle seule 12 millions d'entre eux. Le taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et plus) est estimé aujourd'hui à environ

L'AGENDA

- 16-20 octobre 2006 - Symposium international sur la gestion de l'approvisionnement en eau face à l'augmentation de la demande, UNESCO, Bangkok, Thaïlande
- 28 octobre - 2 novembre 2006 - 12ème conférence mondiale des lacs - Taal 2007, Ministère de l'environnement et des forêts (Inde) : Comité international des écosystèmes lacustres (ILCE), Jaipur, Rajasthan, Inde
- 7-10 novembre 2006 - Forum régional sur la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest, ROPPA, Niamey, Niger
- 7-9 novembre 2006 - Novotech - Rencontre régionale Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale sur l'investissement dans les TIC, BEI, CDE, Bamako, Mali

86 % en Asie de l'Est, soit 180 millions d'analphabètes, dont 72 % sont des femmes. Cette sous-région compte environ 412 millions d'analphabètes, dont 61 % de femmes.

L'article

De l'ASEAN à l'ASEAN + 3 : vers une recomposition du système international ?

Kermarec, B., CIRPES, 2006, pp. 127-141 - Cote ART.37
Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°19737

Ce début de millénaire est marqué par la montée en puissance de l'Asie orientale, mais également par l'intensification de la coopération entre les pays qui la composent sous les auspices de l'ASEAN+3. Si la crise financière en 1997-98 fut un tournant capital dans le processus politique de rapprochement, l'intégration qui s'ordonne actuellement autour de la Mer de Chine, a pour base le dynamisme des échanges intra-régionaux dus aux stratégies des firmes transnationales. Dans le même temps, la Chine, premier partenaire commercial de l'Asie orientale, ambitionne d'asseoir son rôle mondial, réordonnant par là les lignes de force qui travaillent la scène internationale. Est-on en présence de préliminaires qui vont transformer les rapports de puissance ?

Organisations

ONU DI

L'ouvrage

Développement économique et réforme des Nations Unies, vers un programme d'action commun

Magarinos, C., 2005, 217 p. - Cote R2.084

Cet ouvrage est une proposition pratique du Directeur général de l'ONU DI visant à accroître la cohérence des politiques et l'efficacité opérationnelle du système des Nations Unies dans le domaine du développement économique. Son objectif principal est de réorganiser les fonctions du système qui touchent au développement économique en convenant d'un plan de travail commun s'articulant autour de priorités programmatiques partagées. Il présente la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement en tant que priorités susceptibles de donner forme à cette tentative. L'auteur fonde sa proposition sur l'expérience qu'il a acquise en tant que dirigeant de l'ONU DI. Durant cette période, cette institution a fait l'objet d'une réforme approfondie, qui a été couronnée de succès grâce à une plus grande spécialisation dont la teneur a été simultanément élargie. Cette formule pourrait être applicable aux autres institutions s'occupant du développement économique qui cherchent à répondre aux besoins actuels des PED et à ceux des économies en transition.

Le rapport web

Rapport annuel 2005

ONU DI, 2006, 178 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°19963

Le rapport 2005 de l'ONU DI soulève deux questions clés. Pourquoi la plupart des pays en développement n'ont-ils pas réussi à réduire le fossé qui sépare leurs revenus et leur productivité de ceux des pays avancés ? Quelles stratégies et quelles politiques pourraient-ils adopter pour mettre en place les capacités qui sont nécessaires pour se hisser à niveau dans l'environnement international actuel ? La grave insuffisance des investissements dans un déve-

loppement innovant se traduit par une réduction du potentiel de croissance des pays les moins avancés, lesquels, paradoxalement, auraient le plus à gagner de leur statut de nouveaux venus dans le domaine de l'innovation technologique. Les systèmes d'innovation comportent trois sous-systèmes : le savoir, l'innovation des entreprises et la formulation des politiques. Ce rapport analyse les interactions entre ces différents sous-systèmes et identifie les politiques qui doivent être mises en œuvre pour faire converger la demande et l'offre de ressources novatrices, problème qui apparaît fréquemment comme insoluble dans les PED. A l'instar des précédentes parutions, ce rapport passe en revue l'activité industrielle dans le monde, notamment dans le contexte du progrès technologique.

L'article

Partenariat entre l'ONU DI et les organisations de la société civile

ONU DI, 2003, 15 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°19973

L'ONU DI estime que les organisations de la société civile contribuent à promouvoir un développement industriel durable et elle coopère avec elles dans un certain nombre de domaines tel que l'agro-industrie et le développement de systèmes productifs locaux. L'ONU DI vise à resserrer ses liens de coopération avec les organisations de la société civile, qui représentent des particuliers et des entreprises et leur fournissent des services au macro et microniveau dans les secteurs formel et informel. Ce document décrit la corrélation entre la formation du capital social et l'accroissement de la productivité, ainsi que le rôle que jouent les organisations de la société civile dans ces relations complexes. La coopération entre l'ONU DI et les organisations de la société civile est examinée sous l'angle juridique et sous celui des principaux domaines de coopération définis.

Organisations

CAD

L'ouvrage

La gestion de l'aide : pratiques des pays membres du CAD

OCDE, 2005, 196 p. - Cote ORI.005

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°19973

Cet ouvrage, s'inspirant directement des enseignements de l'expérience acquise par les pays membres, aborde des thèmes aussi variés que le cadre juridique dans lequel s'inscrit la coopération pour le développement, la manière dont les donateurs organisent leurs activités dans les pays en développement partenaires, les mérites respectifs de la gestion centralisée et de la gestion décentralisée, les relations avec les organisations non gouvernementales, ainsi que la gestion de l'égalité homme-femme, la viabilité écologique et l'action humanitaire. Il décrit la réorganisation et la réforme des organismes d'aide engagés pour améliorer leur capacité de concourir à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement et de relever le niveau et la qualité de vie de la moitié des habitants de la planète.

Le rapport web

Les dossiers du CAD

OCDE, 2005, Vol. 6, n° 4 - Cote ORI.008

La première partie du rapport examine l'aide allouée par les collectivités territoriales et par les collectivités d'Etat. Elle tente de donner une image claire de l'aide allouée par les collectivités territoriales. Quels membres notifient et combien ? Quels membres ne notifient pas et pourquoi ? Quel est le volume d'APD qui n'est peut-être pas pris en compte dans les statistiques du CAD ? La deuxième partie, établie par les donateurs, bilatéraux et multilatéraux, et les pays partenaires participant au Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide et les pratiques des donateurs, traite de l'efficacité de l'aide et des effets sur cette dernière de l'harmonisation, de l'alignement et d'une gestion axée sur les résultats. Ce rapport est organisé en 6 chapitres. Le premier propose un cadre pour l'évaluation

L'AGENDA

- 16 octobre 2006 - Journée mondiale de l'alimentation « Investir dans l'agriculture pour la sécurité alimentaire » - FAO
- 16 octobre 2006 - Réunion d'experts sur le rôle des TIC, CNUCED, Genève, Suisse
- 16 octobre 2006 - Forum mondial de la démocratie et de l'administration électronique - World e-gov - Issy les Moulineaux, France
- 19 octobre 2006 - Séminaire ProspectTIC et territoires « Prospective territoriale et action publique », Sophia Antipolis, France
- 30 octobre 2006 - 3 novembre 2006 - Committee on the Protection of the Rights of Migrant Workers and Members of Their Families, HCDH, Genève, Suisse

des progrès enregistrés à quatre niveaux (appropriation locale, alignement, harmonisation, ciblage des résultats). Les chapitres 2, 3, 4 et 5 passent en revue successivement les avancées obtenues dans chacun de ces domaines. Le chapitre 6 est consacré aux conclusions et servira de socle pour la définition d'engagements mesurables, fondés sur l'obligation mutuelle de rendre des comptes entre donateurs et pays partenaires décidé au Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide. Une troisième partie est consacrée à l'examen par les pairs de la Belgique.

L'article

Synthèse des missions et du fonctionnement du Comité d'Aide au Développement (CAD)

Centre de documentation de l'AFD, 2006, 11 p.

Le Comité d'Aide au Développement (CAD), créé en 1961, encourage et harmonise l'aide des pays de l'OCDE aux pays en développement. C'est une des principales instances au sein desquelles les grands donateurs bilatéraux œuvrent ensemble pour améliorer l'efficacité de leurs efforts communs à l'appui du développement. Le Comité tient chaque année une réunion à haut niveau à laquelle participent les ministres de la Coopération pour le développement et les responsables des organismes d'aide. Ce document qui émane de l'OCDE, est accompagné d'une synthèse des événements majeurs de l'APD de 1944 à 2006 élaborée par la Documentation française.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

Bridging Research and Policy in Development

Court, J. ; Hovland, I., 2005, 208 p. - Cote R3.130

Cet ouvrage se propose d'établir un pont entre l'expérience acquise dans le domaine du développement et la recherche, dans le but de créer un cadre conceptuel destiné à améliorer l'efficacité de la recherche et l'élaboration de toute politique visant à sauver des vies, améliorer la qualité de la vie, réduire la pauvreté. Une première partie rappelle des éléments de contexte et de théories. Une seconde partie comporte quatre études de cas, menées à différents niveaux, local ou international, théorique ou pratique, mettant en lumière l'importance vitale des cultures et des structures, des peuples, du temps et de l'espace, et l'interconnexion entre stratégie et heureux hasard. Le premier cas concerne le rôle de la recherche dans le changement de politique multilatérale illustré par l'initiative DSRP (PSTE). Une étude concerne l'influence de la recherche dans l'émergence de la notion de "sphère projet" dans le domaine de l'aide humanitaire. Une contribution explore un cas de projet communautaire de fourniture de soins de santé animale au Kenya. La dernière étude se penche sur l'évolution de la politique de la DFID dans le domaine de la qualité de vie durable.

Le rapport web

La France et l'aide publique au développement

Cohen, D. ; Guillaumont Jeanneney, S. ; Jacquet, P.
Conseil d'Analyse Economique n° 62, 356 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°19858

Depuis une quinzaine d'années l'aide au développement (APD) a connu d'importants changements caractérisés par la fin de la guerre froide et la mise en place de politiques nouvelles. L'APD a cessé d'être une arme dans l'affrontement géostratégique entre blocs. Les diverses crises de la dette ont également suscité de nouveaux débats sur l'efficacité de l'aide et le dilemme prêts/dons. Cette étude fait le point sur ces débats et s'attache à remettre l'aide française en perspective dans ce nouveau panorama. Elle examine d'abord les fondements de l'aide en mettant en évidence les deux « tensions » qui la caractérisent. Elle étudie ensuite les questions de sélectivité et de conditionnalité.

L'AGENDA

- 16-17 octobre 2006 - 10ème réunion du Réseau du Comité d'aide au développement (CAD) sur les conflits, la paix et la coopération pour le développement, Paris, France
- 25-27 octobre 2006 - Congrès mondial sur la communication pour le développement, Banque mondiale / FAO, Rome, Italie
- 26 octobre 2006 - Mise en œuvre de Bâle II, implications pour la Banque mondiale et le FMI, FMI, Washington, USA

Les auteurs du rapport discutent la mauvaise « notation » de l'aide française du point de vue de la sélectivité et plaident pour un élargissement des critères d'attribution, qui devraient prendre en compte des éléments tels que la vulnérabilité économique ou les liens historiques. De même est défendue l'idée du passage d'une conditionnalité d'instrument à une conditionnalité de résultats.

L'article

Aid and Development: will it work this time?

Erixon, F., 2005, 30 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°19419

Pendant 50 ans, l'idée a prévalu que la pauvreté des pays en développement était imputable à leur manque d'argent pour investir dans des infrastructures, qui leur permettraient de développer une activité économique. Cela a permis de justifier le lancement de grands projets, tels que routes et barrages, et désormais de façon détournée, les écoles et les hôpitaux. Les donateurs se sont appuyés sur diverses théories répondant à des motivations politiques. Or, la justification de fond, la théorie de la « fracture », est fondamentalement biaisée. Cette théorie affirme que les pays pauvres sont pris dans un cercle vicieux de pauvreté parce qu'ils sont incapables d'économiser pour accumuler suffisamment de capital pour investir dans des activités génératrices de croissance. Or il n'existe tout simplement pas de preuve de l'existence d'une fracture épargne-investissement dans la pratique. Il en découle que l'aide n'a pas réussi à combler ce vide. A l'inverse, l'aide a pendant 50 ans été largement contreproductive, puisqu'elle a nui à l'investissement privé, miné la démocratie et permis à des despotes incapables de perpétrer l'oppression et maintenir la pauvreté.

A ne pas manquer

L'ouvrage

Stability with growth: macroeconomics, liberalization and development

Stiglitz, J., 2006, 304 p. - Cote E2.228

Selon l'auteur de cet ouvrage, les politiques économiques préconisées par le Fonds monétaire international et d'autres institutions financières internationales ont comme conséquence la récession et la stagnation dans les pays en développement. Ce qui accroît les mécontentements. Cet ouvrage présente donc une alternative aux politiques économiques néolibérales. Celle-ci doit tenir compte de « la sensibilité » et des particularités des pays concernés. Compte tenu des échecs enregistrés, l'auteur préconise une autre approche pour améliorer la situation économique dans les PED. Un certain nombre de questions ont été posées : la macro-économie est-elle différente dans ces pays ? Quels sont les instruments financiers les mieux adaptés pour assurer une meilleure politique monétaire, notamment en matière de gestion des taux de change et d'intervention sur les marchés financiers ? Concernant la libéralisation des marchés financiers, des arguments pour et contre sont développés dans cet ouvrage.

Le rapport web

Colonisation and Development in the Former French West Africa: The long-term Impact of the Colonial Public Policy

Huillery, E., 2006, 48 p., DIAL

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n°19831

Dans quelle mesure les inégalités spatiales en Afrique de l'Ouest francophone ont-elles été influencées par la politique publique menée par les Français pendant la période coloniale ? Cette étude utilise les différences de développement entre les cercles de l'ancienne Afrique Occidentale Française (AOF) pour mettre en évidence des effets de long terme de la colonisation sur les trajectoires de développement. Les caractéristiques géographiques ainsi que l'histoire précoloniale des cercles ont été prises en compte pour corriger l'éventuelle endogénéité de la politique

coloniale. Les résultats montrent que l'histoire coloniale fut un déterminant important du développement des cercles de l'ancienne AOF. La première source de discrimination spatiale fut la politique d'association des chefs africains dans l'administration coloniale, mais son effet reste ambigu : elle a joué positivement sur les performances éducatives mais négativement sur les performances de santé. La deuxième source de discrimination entre les cercles, plus importante que la première, fut la politique d'investissement en biens publics (éducation, santé, infrastructures), qui explique une part importante des inégalités de développement actuelles entre les cercles.

L'article

Faut-il toujours résoudre ses litiges par voie d'arbitrage ?

Harb, J.-P., *Option Finance*, 2006, n° 890, pp. 35-37 - Cote ART.042

A l'occasion du vingtième anniversaire de l'adoption de la loi-type de la commission des Nations-Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) sur l'arbitrage commercial international, et à l'approche du cinquantième anniversaire de la convention de New York sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger, il semble à présent opportun, selon l'auteur, de faire le point sur les changements survenus dans la pratique de l'arbitrage international afin de tenter d'anticiper ses nouvelles tendances. Cinq parties composent cet article : un état des lieux qui démontre la prospérité de l'arbitrage ; les investissements et l'arbitrage ; le développement de la médiation ; la conduite des procédures arbitrales devenues plus complexes ; les nouvelles tendances de l'arbitrage.

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : Forêt, blanchiment
- GEOGRAPHIES : Chine, DOM-TOM
- ORGANISATIONS : PNUD, Francophonie

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Fair et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adeda • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Responsable de la rédaction : Véronique SAUVAT

Coordination : Chantal SARALLIER, Véronique SAUVAT

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Annie LOPEZ-PORTZERT, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43